



Monsieur le Directeur Académique,

Cette rentrée, vous en conviendrez, ne peut être qualifiée de sereine.

Elle s'est effectuée dans des conditions dramatiques suite à l'assassinat de notre regretté collègue Samuel Paty. Cet acte est une attaque sans nom contre notre République, nos valeurs, notre système éducatif. L'ensemble de la communauté éducative en a été profondément meurtri.

La cacophonie, faite d'ordres et de contre-ordres autour de l'organisation de l'hommage qui devait lui être rendu, n'a fait qu'augmenter le désarroi de toute notre profession. Elle lui laisse le sentiment non pas d'être choyée mais oubliée, dédaignée. Les équipes ne demandaient qu'un peu de temps, un temps nécessaire pour se concerter, élaborer collectivement ce qui allait être mis en place en direction des élèves, mais aussi pour leur permettre de mettre en mots le profond chagrin qu'elles éprouvent, les peurs, les colères.

Au lieu de cela, on leur a confisqué ce temps, initialement de deux heures, ridiculement court à l'égard des enjeux qu'il représentait alors même qu'il avait été demandé en amont aux directeurs et directrices, aux chefs d'établissement, un colossal travail de réorganisation, en lien avec les collectivités.

Supprimé pourquoi ? Au motif de la dégradation du contexte sanitaire dans notre pays.

La FSU n'a cessé d'alerter sur la nécessité de préparer la rentrée de septembre dès le mois de juin et proposer des mesures concrètes : travail en demi-groupes, recrutement massif, aménagement des espaces dans les établissements. Au lieu de cela, un protocole allégé a été mis en place. Résultat : fin septembre, les principaux foyers de contamination se situaient dans le milieu scolaire et universitaire devant les entreprises. (source : Santé publique France.)

En réponse le ministère a fait le choix d'un protocole qui n'a de renforcé que le nom et met au grand jour de nouvelles contradictions :

Les enfants jusqu'alors non contaminants, asymptomatiques, doivent désormais porter le masque à partir de 6 ans. Ils fréquentent leurs camarades de classe 6 heures par jour au minimum à l'école, mais ne peuvent aller jouer au football avec eux le mercredi après-midi.

On ne peut aller manger à 6 au restaurant, mais les élèves peuvent se restaurer agglutinés à la cantine. D'ailleurs, ces derniers ne sont pas dupes. Depuis lundi, fleurissent sur les réseaux sociaux

des photos postées par des lycéens dénonçant les insuffisances du protocole dans leur établissement.

Le brassage des élèves doit être limité, mais ils peuvent s'entasser dans les transports en commun.

Les problèmes sanitaires et de sécurité se croisent : il faut décaler les récréations pour ne pas avoir trop d'élèves dans la cour en même temps, augmentant ainsi le temps de présence dans la cour de potentielles cibles pour les terroristes.

En étant ouverts, les établissements scolaires deviennent les seuls lieux de regroupement de masse autorisé. Cependant, leur sécurité n'est pas plus assurée qu'à l'habitude.

Les établissements scolaires doivent bien entendu rester ouverts, la FSU exige cependant que cela se fasse dans un cadre sanitaire sécurisé, avec tous les moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité des personnels et des élèves face au risque terroriste et suivant une organisation permettant aux enseignants de mener des apprentissages dans des conditions pédagogiques efficaces.

Les CHSCT se succèdent et le constat reste le même : celui d'une impréparation devenue habituelle. La communication ministérielle se heurte à la réalité du terrain. Cela en serait presque risible si la santé et la sécurité des personnels et des élèves n'étaient pas en jeu.